

Le Socialisme

Directeur : JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI

HUIT PAGES

LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 3, rue de la Roquette (place de la Bastille), Paris (XI^e)
Lundi, Mercredi et Vendredi, de 5 heures à 7 heures. — Téléphone 900-07

ABONNEMENTS

Trois mois 1.50 — Six mois, 3 fr. — Un an, 6 fr.
ÉTRANGER : Six mois, 4 fr. — Un an, 8 fr.

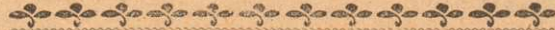
SOMMAIRE

Remettez... elle! — Valentin MAURIN.
La Victoire ouvrière en Angleterre. — Charles BONNIER.
Du Sabotage. — Henri NIVET.
Une Visite intéressante. — CRITON.
Faits et chiffres.
Au Jour le Jour. — Paul GRADOS.
Les Socialistes et la Guerre. — COMPÈRE-MOREL.
La vraie couleur du Merle blanc de Calais. — B. MAYÉRAS.
Snobisme capitaliste. — D^r OGUSE.
Lettre d'Angleterre. — Angèle ROUSSEL.
L'Action sociale à l'intérieur et à l'extérieur.
La Presse socialiste.

sima » à la Maison-Blanche, dont la fille est veuve d'un de Gontaut-Biron, vient de faire un court voyage incognito en France, tandis que s'y trouvait son ami intime Barrère, ambassadeur à Rome, le même qui (tous se demandaient pourquoi) prenait part aux conciliabules récents à Paris.

Désormais, c'est en pleine sérénité d'esprit que les requins de la finance européenne pourront continuer, dans la coulisse, à tailler la besogne de leurs diplomates.

Valentin MAURIN.



La Victoire ouvrière en Angleterre

Dans les grandes luttes économiques de cette fin de période capitaliste, il n'y a réellement pas de paix possible, tout au plus une trêve ou une armistice. Le parti vaincu ne songe qu'à prendre sa revanche quand les conditions lui seront plus favorables; le vainqueur craint de perdre ses avantages et tâche de se fortifier contre une attaque qu'il prévoit prochaine. C'est le cas de la grève d'Angleterre qui, par son amplitude, a surpris tous ceux qui ne sont pas au courant des forces et de l'organisation ouvrière en Angleterre, et aussi de la puissance du capital dans ce pays où il a pu se développer sans contrainte jusqu'à ces derniers temps.

En quoi consistent, en effet, les avantages obtenus par les ouvriers à la suite du contrat passé samedi dernier; les voici en résumé :

1^o Rentrée de tous les ouvriers frappés par le lock-out, à Liverpool et ailleurs;

2^o Rentrée de tous les grévistes sans aucune amende;

3^o Une entrevue entre les délégués ouvriers et les Compagnies, ce qui veut dire reconnaissance par ces dernières des syndicats ouvriers;

4^o Une enquête sur les Comités de conciliation et leur fonctionnement.

Tels sont les avantages obtenus par les ouvriers qui ont fait reconnaître, par le gouvernement et par les compagnies, l'existence des Syndicats ou Unions, qu'on ne voulait pas jusqu'ici admettre. Le contrat passé par M. Lloyd George, en 1907, n'avait pas été observé par les Compagnies et c'est là la cause du soulèvement presque général des ouvriers de chemins de fer. Ceux-ci, par leurs délégués, ont d'ailleurs déclaré qu'ils étaient prêts à reprendre le combat si un seul gréviste n'était pas réinstallé dans ses fonctions.

Les Compagnies, pour sauver leur susceptibilité, ont demandé au gouvernement l'autorisation d'augmenter les tarifs des chemins de fer: c'est affaire entre eux et le public; ce dernier verra si c'est lui qui doit payer la casse et les frais de la grève. Mais comme il n'est pas organisé, il y a peu de chances pour que ses plaintes soient entendues.

Ce résultat ne plaît qu'à moitié aux organes des Compagnies, qui insinuent que c'est l'Allemagne qui a payé les meneurs pour mettre l'Angleterre dans l'embarras au moment de l'incident marocain. Cette accusation a déjà servi; lorsqu'il y a une grève dans les charbonnages français, le *Temps* et autres journaux sérieux y voient le résultat des agissements des capitalistes belges et allemands, poussés par leurs gouvernements. Ces organes de la bourgeoisie capitaliste ne se doutent pas qu'ils font ainsi le procès de l'organisation capitaliste elle-même, qui serait par le fait coupable de susciter les grèves dans les pays étrangers. Qui disait donc que les socialistes étaient les auteurs de grèves?

Un autre argument contre les ouvriers ou les Unions anglaises, c'est qu'ils ne tiendraient pas leur parole et n'observeraient pas les contrats qu'ils auraient signés. L'accusation est singulière, surtout en ce qui concerne les cheminots anglais, qui ne se sont révoltés que parce que les Compagnies n'avaient pas observé le contrat signé par elles avec M. Lloyd George en 1907. D'ailleurs, depuis quand, en période capitaliste, une Compagnie a-t-elle observé un contrat qui la gênait; n'a-t-on pas vu, une fois le moment du danger passé, les Compagnies revenir sur leurs promesses, lorsque l'attention du public était détournée.

Le gouvernement, de son côté, a joué un rôle assez piteux. Le premier ministre, M. Asquith, a traité les ouvriers comme un maître d'école qui parlerait à des enfants désobéissants. Elevé dans les traditions du parti whig, il considère les ouvriers — excepté en temps d'élection — comme une quantité négligeable. De plus, en élève de Golden et de Bright, il est l'ennemi de toute organisation ouvrière et se défie des Trade-Union. Il a fallu que des esprits plus souples, tels que Lloyd George, Sydney Buxton et Asquith, détournent l'orage en contraignant les Compagnies à accorder aux ouvriers leurs revendications.

L'orage est dissipé, mais qui peut prédire la durée de la trêve; les ouvriers des chemins de fer, en beaucoup d'endroits, se plaignent que les Compagnies assouviennent leurs rancunes sur les ouvriers grévistes. Il ne faudrait qu'une étincelle pour faire éclater une autre grève, et celle-là serait une véritable grève d'extermination. La double défaite essuyée par la Fédération des armateurs et les Compagnies de chemins de fer ne peut pas ne pas provoquer un essai de revanche patronale d'ici à peu de temps; d'autre part, les dockers et les cheminots anglais savent maintenant ce qu'ils peuvent faire; l'année 1911, dans le mouvement ouvrier anglais, va marquer, comme l'année 1884, un renouveau dans l'organisation du prolétariat.

Charles BONNIER.

REMETTEZ... ETTE!

Brusque changement de ton dans la presse européenne: « La guerre ne sera pas pour cette fois. »

L'Allemagne s'est heurtée au « non volumus » de l'Italie. Circonvenue par l'Angleterre, la diplomatie romaine n'a pas marché. En outre, les irrédentistes sont venus à la rescousse; ils ont laissé entendre que si une guerre entraînait l'Autriche à la remorque de l'empire germanique, l'occasion serait bonne pour l'Italie, et que Trieste serait une facile proie.

Tout aussitôt, Frantz-Jos a tiré sur la corde et Kirdelen s'est senti tout seul. Et comment, seule, l'Allemagne aurait-elle tenu le coup? On peut admettre que Guillaume aurait été de taille à obliger l'Autriche et l'Italie à respecter leurs engagements. Mais, de quelle utilité efficace eussent été les offices de deux nations n'apportant leur tribut que contraintes et forcées?

D'autre part, les cabinets de Londres et de Paris n'avaient-ils pas fini par accepter les offices de Tokio? Les négociations avec le gouvernement du mikado n'étaient-elles pas en excellente voie? Les Etats-Unis auraient gardé une neutralité... malveillante à l'encontre de l'Allemagne.

— Premier résultat: le discours de Hambourg, et la sourdine mise aux criaileries de la presse pangermaniste.

Une chose... curieuse à constater. En ce moment, tous les anciens ambassadeurs ayant été accrédités auprès du gouvernement français, sont en France: Gallina, sir Francis Bertie, Mourawieff, à Dieppe; Leishmann, ex-ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople, hier à Rome, aujourd'hui à Berlin, « persona gratis-

Comité de Rédaction du SOCIALISME

Le LUNDI et le VENDREDI, de 5 à 7 heures
Rue de la Roquette, 3, PARIS — XI^e.

DU SABOTAGE

Le Congrès des cheminots s'est prononcé nettement contre le sabotage, en dépit des arguments spéciaux de ceux qui voulaient éluder la question, afin de conserver pour l'avenir leur liberté d'expression à ce sujet. Il faut désirer que le Parti socialiste se sente libéré du même coup des scrupules excessifs qui l'ont empêché jusqu'à maintenant d'adopter une attitude franche vis-à-vis des saboteurs. Sous prétexte que quelques-uns de ceux-ci sont arrêtés ou que bêtement des policiers ont accusé des anti saboteurs d'être les auteurs d'attentats restés anonymes, le Parti socialiste n'a pas le droit, paraît-il, de dire s'il est pour ou contre le sabotage.

La vérité est que les partisans arrêtés de « Mademoiselle Cisaille » ne sont pas sûrs d'être en majorité chez nous, sans quoi on nous laisserait voter. Ce que selon ces « camarades » le Parti n'a pas le droit de faire, c'est de réprouver le sabotage, sous peine de passer pour un pourvoyeur des géôles gouvernementales ; mais si, au contraire, pour faire de la popularité à certains chevaliers du « Moi », le Parti était prêt à se solidariser avec les saboteurs, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Des camarades réformistes reconnaissants de l'appui que leur ont donné dans certains Congrès les théoriciens du sabotage, adoptent une attitude analogue : — « Ce n'est pas le moment de discuter la question quand des militants sont en prison » me fut-il répondu à un congrès fédéral assez récent, « tout ce que nous pouvons dire contre le sabotage se retrouvera nécessairement dans le réquisitoire de l'avocat général. »

C'est certainement possible et c'est même très probable, mais nous ne sommes pas libres de choisir notre moment pour discuter une question aussi brûlante. Si nous voulons que le public nous écoute et nous comprenne — et nous ne vivons pas chez les Sélénites — il faut nous prononcer sur toutes les questions quand elles sont d'actualité. Autrement, j'entends déjà ce que nous diraient les mêmes militants qui, en ce moment, ont peur de prendre une responsabilité vis-à-vis du sabotage érigé en « moyen d'action révolutionnaire » : « ce n'est pas le moment de discuter de pareilles questions ; elles ne se posent pas et nous avons assez à faire avec les discussions que nous imposent les incidents de la vie politique. »

C'est au fond ce qui a permis à tant d'anarchistes de prendre pied dans le Parti socialiste pour le désorganiser et y tuer l'esprit de camaraderie. Parce qu'il plaît à quelques égarés ou à quelques snobs de chercher tous les jours ce qu'il faut dire ou ce qu'il faut écrire pour aller en prison, nous devons, paraît-il, nous abstenir d'exprimer notre opinion sur leurs « nouveautés » révolutionnaires. Autant dire que pour être les maîtres incontestés du Parti, il leur suffira de se faire mettre en prison. D'ailleurs, les dirigeants sauraient profiter de l'argument pour nous rendre muets à perpétuité. A défaut d'inculpés véritables, le gouvernement trouvera toujours un Métivier quelconque pour jouer au « martyr ».

Qu'on en finisse une fois pour toutes ! Le sabotage est l'œuvre de fous ou de criminels, quand il met en danger des existences humaines. Dans les trains qui déraillent, grâce à cette « méthode révolutionnaire », il n'y a pas que des bourgeois, comme le déclare stupidement le compagnon Yvetot. Les prolétaires prennent les express comme les autres et ils forment, hélas, la majorité des victimes des accidents de chemins de fer. Il y a même dans ces accidents des gens qui sont plus exposés que les autres ;

ce sont les employés de chemins de fer : mécaniciens, chauffeurs, chefs de train et serre-freins. Ceux-là sont des salariés, sur lesquels les risques professionnels planent assez lourdement pour que la main imbécile ou criminelle des saboteurs ne mette pas davantage leur vie en péril. Et même s'il n'y avait que des « bourgeois » dans les trains, le crime n'en serait pas moins grand de supprimer lâchement des existences humaines. Nous ne sommes ni un parti d'apaches, ni un parti de bandits, et c'est avec indignation que nous devons réprouver l'idée que des catastrophes voulues nous préparent à une société meilleure.

J'entends bien que les théoriciens du sabotage me répondront doucereusement que je ne les comprends pas. Il y a du « sabotage inoffensif », paraît-il, et si l'on ne nous donne pas la formule, c'est pour donner de l'ouvrage à la police. Donc, nous qui protestons contre les décisions secrètes des gouvernants qui mettent la vie des nations en péril, nous qui demandons que l'organisation socialiste soit une maison de verre et qu'elle n'agisse qu'en vertu de décisions prises publiquement et dans lesquelles il ne sera pas fait argument de « pièces secrètes », nous devons nous en remettre sans contrôle à « l'habileté » et à « l'énergie » de quelques compagnons inconnus. Nous n'admettons pas plus le pouvoir occulte révolutionnaire des compagnons que le droit divin des monarques ou les secrets d'Etat des gouvernants. Nous subissons les fous et les criminels, comme les attributions des chefs d'Etat, mais nous demandons qu'à en être débarrassés par des moyens efficaces. Sans compter que parmi les compagnons saboteurs anonymes, les Métivier pourront toujours faire figure honorable.

Mais laissons de côté le sabotage immédiatement dangereux pour tout le monde. L'autre sabotage, l'inoffensif, celui qui n'a pas d'autre résultat que de faire livrer au public des marchandises de mauvaise qualité ou inutilisables, ou de pousser à la faillite des commerçants ou des entrepreneurs, ce sabotage-là est avant tout antisocialiste. S'il y a du désordre dans la société actuelle, de l'anarchie dans la production, du gaspillage dans la distribution des marchandises et si le dogme de la camelote devient un des principes de la production capitaliste, ce sont là des faits que le socialisme signale comme déplorables, qu'il invoque contre l'organisation économique actuelle pour montrer qu'elle aboutit à une impasse. De ce point de vue, il ne peut approuver à aucun titre toute action, dite « consciente », qui a pour but immédiat et avoué d'exagérer le désordre des relations économiques. Ces hallucinations doivent être laissées pour compte à l'anarchisme qui rêve de rebâtir sur des ruines fumantes une société retournée à la nature.

Il ne suffit pas de nous désolidariser avec de telles théories, il faut encore en signaler le danger aux militants. Ce que les masses ouvrières organisées entendent, ce ne sont pas des conseils de tactique en vue d'une Révolution future, ce sont des excitations à manquer au devoir social. L'ouvrier organisé mécontent se dit trop facilement — et si je n'avais pas entendu de pareils raisonnements, je ne les citerais pas — « Puisque mon patron m'exploite, puisque ma journée de travail est trop longue, puisque le contrat de travail que je dois subir est injuste, voire illégal, j'en ferai le moins possible et je détériorerai le matériel toutes les fois que j'en aurai l'occasion ». De là la rigueur croissante des règlements d'atelier et le rôle de plus en plus policier des contre-maîtres.

Pareillement, de la théorie du sabotage, l'ouvrier organisé mécontent ne retient qu'une chose, c'est qu'à toute amende ou à toute réprimande il doit répondre en livrant à son corps défendant un travail aux imperfections cachées, susceptible de causer des dommages

à l'employeur. Pas un instant il n'a l'idée que c'est le public ouvrier qui achète bon gré mal gré tous les produits passés à l'état de camelote et qu'ainsi il n'atteint en réalité que sa classe.

Ces conseils-là, entendus comme je le relate, font des ravages sérieux dans la mentalité ouvrière. Non seulement l'habileté professionnelle s'en va détruite par le machinisme, mais la conscience professionnelle s'en va aussi vite chez toutes les classes de salariés. Seuls, les ouvriers organisés conscients de leur devoir social et unis par un idéal collectiviste conservent encore intactes les vertus professionnelles nécessaires pour prendre en main la direction de la société ; mais quelles recrues peuvent-ils faire dans une masse inorgainée dont la qualité décroît d'une façon peut-être lente, mais sûre ?

Certes ce ne sont ni des prédications, ni une propagande active qui peuvent guérir absolument le mal qui est un des symptômes de la décomposition sociale actuelle, mais il est grand temps de combattre le sabotage au même titre que toutes les « nouveautés » révolutionnaires dont le plus clair résultat est d'enrayer notre recrutement d'affaiblir notre organisation et de paralyser notre action au profit de la classe adverse.

A l'instar des cheminots, le Parti socialiste doit réprouver résolument le sabotage sous toutes ses formes et à tous les degrés.

Henri NIVET.

Une visite intéressante

A M. Charles Gide et à quelques autres, ses disciples.

De passage à Calais lors du dernier Congrès des Coopératives socialistes, j'assistai à la fin des débats. Faut-il être ou ne pas être socialistes ? Que m'importe ! Il y a longtemps que, pour moi, la question est résolue : je suis socialiste, je l'avoue. Je ne fais rien pour le dissimuler ; je dirai plus : je n'en éprouve aucune honte.

Et j'écoutais, assez indifférent, quand une main me frappa l'épaule ; je reconnus avec surprise mon vieux camarade G...

— Que fais-tu là !

— Rien. Et toi ?

— Je représente la coopérative de Saint-L..., dont je suis administrateur.

— Mes compliments !

Et tout de suite, mon apathie indigna ce brave G...

— Le sort de l'humanité se joue ici, me dit-il. Et si, comme les prêtres, nous avions le respect de nos actes, nous devrions écouter tête nue...

— En chemise, la corde au cou ; l'endroit s'y prête.

G... me lança un regard de travers.

— Sois sérieux ! me dit-il. Je dis qu'ici se joue le sort de l'humanité. C'est clair ! Selon qu'elles auront ou non l'étiquette socialiste, les Coopératives pourront s'étendre à l'infini, absorber tout le commerce d'une ville, d'un pays, du monde entier ! Et alors, nous faisons ce que nous voulons. A notre heure, nous trustons la moutarde, nous organisons le cartel des harengs saurs. C'est fou !

— Mais le Socialisme ?

G... ne voulait rien entendre. Il vivait son rêve.

— M'accompagnes-tu à Saint-L... ? Une heure de chemin de fer et tu verras ma coopérative. Tu jugeras.

Saint-L... est une petite ville industrielle. Débordant ses remparts, elle lance un faubourg dans la campagne. Les ouvriers avides d'air, quelques maigres rentiers et des petits fonctionnaires l'habitent. C'est là qu'est ma coopé

native. L'enseigne est neuve : *l'Avenir de Saint-L...*

— Il y avait l'Avenir Socialiste, me confie G..., mais j'ai changé cela. J'ai tout changé d'ailleurs.

Et la visite commença.

— Autrefois, me dit G..., comme le titre, tout se réclamait du Socialisme. Le résultat : clientèle ouvrière, affaires médiocres. Mais, surtout, une partie des bénéfiques allait au Parti. Tout cela est supprimé.

— Mais, le Parti ?...

— Il n'existe plus, exulta G... La Coopérative se suffit à elle-même. Et puis, le temps nous manquait. Nous avons supprimé le Cercle d'Etudes et le reste. Tout pour la Coopérative ! Et notre clientèle s'agrandit. Il nous vient des gens très bien, des petits patrons... des gendarmes... »

A ce moment, une dame entra. G... la servit et l'accompagna à la porte avec l'empressement et l'amabilité d'un commerçant éprouvé. Il triomphait !

— C'est la femme du commissaire de police, me dit-il avec émotion. Voilà ce que j'en ai fait, moi, de leur boîte ! Et ce n'est pas tout... Mon ami, le but que je me proposais est dépassé. Cela m'a coûté gros d'efforts, de diplomatie, mais enfin, j'ai réussi.

Je me croyais incapable d'étonnement. Pourtant, ce fut le comble ! G... me montrait une carte toute fraîche imprimée, et je lus :

L'AVENIR DE SAINT-L...

Fournisseur de Son Eminence Monseigneur l'Evêque de Saint-L...

CRITON

P. S. — *L'Action Française*, du 13 août prévient ses lecteurs que le Criton du *Socialisme* n'est pas le sien. Je m'en doutais bien un peu. Mais, pour avoir écrit aux députés de la majorité : « Vous êtes le pouvoir absolu », elle me tend les bras avec une demi-tendresse presque compromettante. Que *L'Action Française* se rassure. Puisque l'anthologie grecque (c'est elle qui le rappelle) conte l'aventure d'un Criton qui fut puni des dieux pour avoir capturé des cigales, je veux bien suivre cet antique exemple, mais je ne prendrai jamais rien aux grenouilles qui demandent un roi.

FAITS ET CHIFFRES

Du 23 juin au 20 juillet 1911, les bénéfiques et intérêts divers de la Banque de France, déduction faite des dépenses d'administration, se sont élevés à 1.988.485 fr. 91, contre 2.011.444 fr. 58 pour la même période de l'année 1910.

** Les recettes des cinq grands réseaux de chemins de fer du 18 au 24 juin 1911 (25^e semaine), se sont élevées à 29.175.000 francs contre 28.501.000 francs pour la même semaine de 1910. Les recettes du 1^{er} janvier au 24 juin 1911 se chiffrent par 700.450.000 francs contre 683.052.000 francs pour la période correspondante de 1910, soit une différence de 17.398.000 francs en faveur de l'exercice 1911.

** Les bénéfiques nets de la Société de l'Agence Havas pour l'année 1910 ont atteint 1.445.765 fr. 43.

** Les bénéfiques de la Société de l'Appareillage électrique Grivolon, qui furent de 278.499 fr. 04 pour l'exercice 1909-1910, passent à 291.188 fr. 47 pour l'exercice 1910-1911.

** Ceux des Salines de Tunisie ont atteint 120 020 fr. 04.

** Ceux des Messageries fluviales de Cochinchine sont, pour l'exercice 1910, de 625.081 fr. 52 au lieu de 533.184 fr. 89 pour l'exercice 1909.

Faites des Abonnés

au "Socialisme" et vous ferez des Socialistes

Au Jour le Jour



C'est le lapin qui a commencé

Les tullistes et les dockers en grève de Calais sont résolus à rester calmes, dit le *Temps*. C'est sans doute en réplique à cette décision qu'à présent on les fait attaquer ou provoquer par les « jaunes » arrivés de Paris, qui, l'autre jour, en ont blessé quatre plus ou moins gravement.

Pour soustraire ces « jaunes » aux repréailles, le maire leur interdit de circuler pendant la nuit et les fait cantonner dans le hangar des sucres. Si c'étaient des « rouges », il est infiniment probable qu'on les aurait coffrés.

Empressons-nous d'ajouter que le maire de Calais, c'est le F... Salembier (socialiste unifié, disent les mauvaises langues).

Ah! le bon billet!

Le président de la République portugaise, élu la semaine passée, est un « bon, loyal et sincère républicain », nous dit-on. Il est même l'auteur « d'un ouvrage de philosophie politique, les *Harmonies sociales*, qui est empreint du plus grand libéralisme ».

Bonne garantie assurément. Avant de succéder à son père, Frédéric II (le grand Frédéric de Prusse) avait également écrit un bon traité de morale sur les devoirs des rois. Bien avant le 2 Décembre, Badinguet fit un opuscule plus ou moins socialisant sur le « Paupérisme ». Et nos Clemenceau, nos Briand, nos Viviani, nos Augagneur, etc., etc., que n'ont-ils pas dit et écrit... avant d'être au pouvoir ?

Comme eux tous, le Premier Citoyen du Portugal servira les intérêts capitalistes... et voilà tout. Ce n'est pas écrit dans la Constitution, mais ce n'en est que plus obligatoire.

La ballade des vieux tableaux

M^{me} Récamier voudrait-elle par hasard faire sa petite *Joconde*, ou le nouveau préfet de la Seine prétendrait-il la séquestrer indûment ?

Après le départ de M. de Selves, son portrait devait quitter les salons de la Préfecture pour aller au musée principal, et l'on nous apprend qu'il n'a pas encore bougé de sa place.

Pourvu qu'on n'aille pas dire que c'est la faute au « syndicalisme » du personnel de la préfecture de la Seine !

La musique « subversive »

A Paris, l'on parle beaucoup et souvent de la « grève des consommateurs » pour lutter contre le renchérissement des vivres.

Dans le Nord, on n'en parle pas : on la fait, purement et simplement, Maubeuge et Bohain sont les principaux foyers du mouvement de résistance.

Et de même que les vigneron de l'Aube, c'est sur l'air de l'*Internationale* que les manifestants clament leurs revendications particulières. Signe des temps ; indication non équivoque du sens dans lequel s'oriente de plus en plus la mentalité ouvrière.

L'âge de la camelotte

La science est une belle chose... pour les trafiquants !

Les *Annales des falsifications* nous renseignent sur les moyens scientifiques employés pour obtenir des abeilles une production supplémentaire de miel, moyens qui, d'ailleurs, ne sont pas sans danger pour la santé des consommateurs, et aussi pour l'existence même des précieux insectes.

Qu'importe ! L'essentiel n'est-il pas de produire des marchandises pour les vendre, c'est-à-dire pour en tirer des profits ? Autrement, il n'y aurait pas de société capitaliste possible. Périssent les enfants, les malades et les abeilles, pourvu que les coffres-forts s'emplissent !

Le salut de l'épée

M. Lasies sera candidat dans la Charente. On connaît ses opinions politiques, et l'on sait qu'elles n'ont rien de commun avec les nôtres. Mais nous n'avons jamais fait ici la guerre aux individus, et cela nous met d'autant plus à l'aise pour reconnaître en lui un des rares, très rares adversaires du socialisme qui soient demeurés propres dans le milieu parlementaire actuel.

Avec des ennemis de ce genre, la bataille est rude et passionnée, mais jamais déloyale. Elle n'en convient que mieux à notre Parti, qui lutte sur le terrain des idées et des faits, sans calomnier ni diffamer personne, comme le font trop volontiers les hommes et les journaux de la bande à Lafferre.

Liberté d'opinion

Après avoir laissé pendant plus de dix ans notre camarade Chobeaux faire de la propagande socialiste par la parole, par la plume et par des campagnes électorales, l'Administration des P. T. T. s'avise de lui chercher noise à propos d'un article paru dans *L'Aurore sociale*, article où il offrait le concours et l'appui de la Fédération socialiste aux cheminots révoqués du Ternier.

Sans doute, elle aussi, l'Administration est-elle hostile à l'action faite en commun par les groupements politiques et les organisations syndicales du prolétariat !

Et tous les quatre matins, à côté de ça, l'on peut lire dans certains journaux bourgeois — dans la presse majoritaire notamment — de longues tartines émanant d'officiers plus ou moins supérieurs, mais à coup sûr bien pensants...

Ennemis pour rire

A seule fin probablement de n'être pas en reste avec les leaders de la République portugaise, qui firent à Jaurès un accueil si bienveillant, S. M. Alphonse XIII a bien voulu recevoir à bord de son yacht un « ardent républicain » de Bilbao, qui répond au nom de Rua. Il lui a même serré la main !... L'assassinat de Ferrer, c'est de la vieille histoire à présent ; c'est presque oublié.

Dans le Parti socialiste, on a la mémoire plus fidèle. Je doute que jamais notre camarade Iglesias s'avise de solliciter ou d'accepter une entrevue de ce genre.

A toutes les sauces

Après le trône, l'autel.

La semaine passée, c'est Guillaume II qui prêchait la sobriété aux étudiants allemands ; cette fois-ci, c'est un journal du Finistère, inspiré par l'évêché, qui recommande la lutte contre l'alcoolisme en ajoutant : « Ce sera faire œuvre apostolique. »

Alors, quoi ? Faut-il en déduire que les « Tempeliers » à la Vandervelde — liés d'ailleurs par un vœu passablement analogue aux vœux monastiques — travaillent sans s'en douter pour l'infâme calotte ?... ce serait un vrai guignon.

Encore la justice « militaire »

Innocent des actes de « sabotage » dont on l'inculpait, le sous-officier Bonnafous n'en sera pas moins cassé de son grade, à cause de ses opinions, au sujet desquelles il n'était pas poursuivi.

Nos bons optimistes n'en persisteront que davantage à nous affirmer qu'il y a tout de même quelque chose de changé dans l'armée depuis l'affaire Dreyfus : le chorineur Graby n'est-il pas là pour en témoigner ?

Paul GRADOS.

Les Socialistes et la Guerre

Les derniers événements internationaux fournissent une fois de plus à nos adversaires l'occasion d'opposer le soi-disant chauvinisme des socialistes allemands au soi-disant anti-patriotisme des socialistes français.

Cette tactique n'est pas nouvelle !

On en a usé et abusé bien des fois contre nous.

Et, malgré que nous ne cessions de démentir les allégations de la presse bourgeoise, qui prête à nos camarades d'Outre-Rhin un langage d'un patriotisme échevelé, les organes à la solde de la classe capitaliste ne désarment pas.

Dernièrement, l'on pouvait lire dans l'un d'entre eux qu'en Allemagne les socialistes sont *allemands avant tout*, et, queloin d'épouser les idées hervéistes, ils le sont rejetées avec indignation.

Certes, nous ne contestons pas que la majorité, l'énorme majorité du Congrès de Mannheim, rangée derrière Bebel, a refusé de prendre en considération une motion de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht — qui, en Allemagne, mènent une campagne semblable à celle qu'Hervé mène en France en faveur des théories exposées en 1893 par le Hollandais Domela Nieuwenhuis au Congrès international de Zurich — tendant à créer un Comité spécial antimilitariste dans le sein de la social-démocratie.

Mais si le Congrès de Mannheim a émis ce vote, ce n'est pas parce qu'il ne veut pas faire d'antimilitarisme, c'est, suivant les propres paroles de Bebel, *parce que le Parti socialiste allemand a toujours fait de la propagande antimilitariste, aussi bien et même plus que les Partis socialistes du monde entier.*

Par conséquent, la décision de nos camarades allemands n'a nullement le caractère que lui ont donné et que lui donnent encore les feuilles de la bourgeoisie capitaliste — le *Temps* en première ligne.

Du reste, nous devons dire aussi que le socialisme français n'a jamais fait siennes les théories d'Hervé.

Jusqu'alors, les idées d'Hervé ne sont que les idées d'Hervé, et quand il les expose c'est au nom d'une minorité du Parti socialiste, rien de plus.

Et si nous sommes contre la guerre, si comme nous l'avons dit à Stuttgart nous sommes disposés à employer tous les moyens pour la prévenir, aucun Congrès national de la Section Française de l'Internationale Ouvrière n'a voté une motion hervéiste. Et la bourgeoisie de notre pays est bien mal venue de nous reprocher d'épouser des doctrines que le prolétariat organisé a toujours rejetées !

Quant à ce qui a trait à cette affirmation quelque peu osée que les socialistes allemands ne sont pas internationalistes, il nous est facile de prouver le contraire.

Ici, nous n'imiterons pas les porte-plumes de la classe bourgeoise, nous ne nous contenterons pas d'apporter des allégations plus ou moins fantaisistes, basées sur des coupures plus ou moins habilement, je dirai même, plus ou moins honnêtement faites : nous citerons des textes complets.

Voici ce que disait Wilhem Liebknecht, le vétéran de la social-démocratie allemande au Congrès de Marseille, en 1892 :

« Vous êtes internationalistes ; nous le sommes. Pour nous, socialistes, il n'y a pas de question de nationalité ; nous ne connaissons que deux nations : la nation des capitalistes, de la bourgeoisie, de la classe possédante d'un côté, et, de l'autre, la nation des prolétaires, de la masse des déshérités, de la classe travailleuse ; et de cette seconde nation nous sommes tous : vous socialistes français, nous socialistes allemands.

« Nous sommes une seule nation, les ouvriers de tous les pays forment une seule nation qui est opposée à l'autre nation, qui est aussi une et même dans tous les pays.

« Entre vous, Français, et nous, Allemands, il y a un large fleuve de sang ; nous en sommes innocents de ce sang ; ce sont nos ennemis à nous qui l'ont versé, et ce fleuve de sang ne forme pas une frontière de haine pour nous. Nous sommes des frères. Nous avons protesté contre la guerre de 1870 comme vous avez protesté vous-mêmes, et notre attitude vis-à-vis de la guerre n'a jamais changé.

« La bourgeoisie, qui veut nous diviser, vous dit dans ses journaux que nous avons changé ; que nous ne sommes plus les mêmes socialistes de 1870-71 ; que nous sommes devenus chauvins. Elle a odieusement menti : nous sommes ce que nous étions dès le commencement et nous resterons ce que nous sommes, révolutionnaires et internationalistes. Nous avons même adopté, à notre dernier Congrès, un programme plus révolutionnaire que le premier, et ce programme contient un paragraphe déclarant expressément que nous sommes unis et solidaires avec les prolétaires de tous les pays.

« Nous tous, socialistes-internationalistes, nous sommes une grande armée dont vous Français et nous Allemands, ainsi que les socialistes des autres pays, ne sont que les corps d'armée différents.

« Et croyez-moi, nous qui avons lutté contre Bismarck et qui l'avons battu, renversé, après une lutte de vingt-cinq ans, nous ne serons soumis, dévoyés par aucun pouvoir au monde.

« Nous sommes prêts à donner la dernière goutte de notre sang pour la cause du socialisme, et nous continuerons la lutte d'émancipation jusqu'à la victoire.

« Je termine par le cri qui termine toutes les réunions socialistes en Allemagne et vous montre l'esprit de notre mouvement :

« Vive la démocratie socialiste internationale et révolutionnaire ! »

Et si l'on prétend que, depuis 1892, les idées de la social-démocratie allemande ont changé à ce sujet, nous n'avons qu'à citer sur le champ des extraits d'un discours prononcé par Bebel au Reichstag allemand, en janvier 1906 :

« Le prince de Bulow écrivit personnellement à l'ambassadeur allemand, à Paris, lui demandant d'user de toute son influence pour empêcher Jaurès de venir en Allemagne. Le chancelier remarquait dans sa lettre qu'il partageait plus d'une manière de voir de Jaurès sur la politique étrangère en général. Si l'on pouvait attendre du tact de Jaurès qu'il éviterait tout ce qui pourrait causer des désagréments aux gouvernements allemand et français, il n'en était pas de même, malheureusement, en ce qui regarde les autorités allemandes. *La social-démocratie française était décrite comme excessivement patriote dans cette note du chancelier. Nous avons plus d'une fois fait l'expérience contraire ; la presse française, s'adressant à nos camarades d'Outre-Rhin, leur a reproché : « Ah ! voyez-vous, Bebel, c'est un patriote ! »*

(grande hilarité à droite). Si j'ai rappelé cela, c'est pour montrer tout le ridicule de ces façons-là et les mettre au ban de l'opinion. (Très bien chez les social-démocrates.)

« ... Le député Fritzen a déclaré au nom de son Parti que celui-ci ne désirait la guerre ni avec l'Angleterre ni avec la France. C'est aussi l'opinion de tout le peuple allemand.

« Si cela n'était pas, il aurait eu plus d'une fois, pendant cette année, l'occasion de provoquer une guerre. C'est à la social-démocratie de tous les pays que l'on est redevable aujourd'hui du maintien de la paix. (Dénégations à droite.)

« Elle s'est redressée comme un épouvantail devant les classes dirigeantes (rires à droite). Oui, messieurs, la masse du peuple, qu'on le veuille ou non, joue aussi un rôle important dans les affaires internationales.

« Et c'est un des vôtres, le lieutenant-général Von Liebert, qui écrivait l'été dernier, qu'il ne saurait y avoir la guerre sans l'assentiment de la masse. *Ce que le peuple russe a montré à ses maîtres, tous les peuples de l'Europe occidentale peuvent aussi le montrer aux leurs, les circonstances l'exigeant. (Vive approbation à l'extrême-gauche, mouvement prolongé à droite.)* Les peuples ne se laissent plus, de nos jours, conduire à la guerre. Ils veulent savoir de quoi il s'agit et ce n'est que lorsqu'ils en approuvent le but, qu'ils acceptent la guerre. Autrement, pas ! Je ne suis pas d'avis que l'Allemagne supporte toute provocation, mais ce n'est qu'avec l'assentiment de tout le peuple qu'une guerre est possible. (Très juste ! au banc des social-démocrates.)

« ... Les travailleurs ne souffriront plus qu'on leur mette le pied sur le cou, ils veulent être consultés et agir, ils veulent jouir de leurs droits de citoyens. *Si vous ne cherchez pas à rendre cette patrie, que les travailleurs sont censé devoir défendre, le travailleur se demandera, à la première occasion, s'il est tenu de prendre part à cette défense. (Vives rumeurs à droite et au centre.)*

Devant de telles déclarations, il est stupéfiant que des hommes, dont il nous répugne de mettre en doute la bonne foi, mettent les socialistes allemands en opposition avec les socialistes français.

Et ce ne sont pas seulement les socialistes de deux pays : de l'Allemagne et de la France, qui, ne voyant dans le monde entier que deux nations aux prises : celle des capitalistes et celle des travailleurs, poursuivent l'union intime étroite de ceux-ci contre ceux-là et reconnaissent la nécessité de procéder, dans le calme et la paix, à l'élaboration d'un système social meilleur, se sont les socialistes de tous les pays.

Aux Congrès internationaux de Paris, en 1889 ; de Bruxelles, en 1891 ; de Zurich, en 1894 ; de Londres, en 1896 ; de Paris, en 1900 ; de Stuttgart, en 1907 — où toutes les organisations politiques de la classe ouvrière mondiale étaient représentées — le Parti socialiste, internationalement constitué, a dit et redit sa haine du militarisme, de la guerre et affirmé son internationalisme.

Que nos adversaires lisent et relisent les résolutions et leurs considérants votés par ces Congrès, ils se convaincront par eux-mêmes qu'une unité de vue absolue règne, tant au point de vue militarisme, qu'au point de vue internationaliste, dans tous les Partis socialistes.

Du reste, si ceux qui nous combattent suivaient attentivement les manifestations

de la vie du socialisme international, ils n'écriraient point que la fibre patriotique n'est pas morte chez les socialistes étrangers parce qu'ils sont prêts à faire le coup de feu contre nous, quand à Bruxelles, le Bureau socialiste international, votait à l'unanimité, le 4 mars 1906, une résolution où il disait qu'en cas où un conflit rendrait une guerre possible ou probable, le Bureau se réunirait afin d'arrêter l'action la plus propre à prévenir et à empêcher la guerre.

Et faut-il encore rappeler qu'au Congrès de Stuttgart le Socialisme international déclarait que « si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays intéressés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements, avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation de la politique générale », affirmant ensuite pour terminer « qu'au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches prolétaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Donc, tenter d'opposer l'action que nous menons à celle de nos voisins ; affirmer que les français seuls sont internationalistes et ennemis de la guerre, quand tous les socialistes du monde entier se déclarent partisans résolus de se mettre en rapport et d'agir de toutes leurs forces et par tous les moyens pour empêcher ou faire cesser la guerre, c'est une preuve d'un parti-pris ou d'une ignorance vraiment impardonnable.

COMPÈRE-MOREL.

La vraie couleur du Merle blanc de Calais

Le citoyen Ernest Poisson a écrit dans la *Revue Socialiste*, du 15 août, un article sur le Congrès coopératif de Calais.

Le citoyen Ernest Poisson, délégué permanent du Parti Socialiste, est un partisan déterminé de l'Unité coopérative, c'est-à-dire de l'Unité entre les Coopératives socialistes et les Sociétés de l'Union coopérative. Cette dernière organisation est sous l'influence directe et pratique les théories de ce M. Charles Gide, qui comme le *Socialisme* le relevait dans un de ses derniers numéros, fonde des Ligues de consommateurs et, par exemple, préconise la fondation d'une ligue de voyageurs contre les grèves de cheminots.

M. Charles Gide, économiste bourgeois et négateur de la lutte des classes, fait ainsi, et c'est son devoir, de la lutte de classe *bourgeoise* contre les travailleurs. Le citoyen Ernest Poisson est le délégué permanent à la propagande du Parti Socialiste, parti de lutte de classe *ouvrière* contre la bourgeoisie. Mais il paraît que M. Gide et lui sont d'accord quand même.

L'Unité morale se trouvant faite entre M. Charles Gide et le citoyen Ernest Poisson, ce dernier espère proche l'unité réelle entre la Confédération des coopératives socialistes et l'Union coopérative. On a bien voté un texte à Calais, mais il n'est ni chair ni... poisson. « ...Suivant le texte adopté, écrit notre délégué permanent, il s'ensuivrait des possibilités de rapprochement, ou, au contraire, des posi-

tions irréductibles. Mais, précisément, rien dans la déclaration citée, si on la rapproche de celle faite par l'Union coopérative, n'est absolument inconciliable. »

C'est dire que le « merle blanc » issu des débats de Calais, à la fois satisfait les adversaires de l'Unité, sert ses partisans et comble M. Charles Gide. Le tour a été bien joué. Le citoyen Ernest Poisson, qui a des ingénuités, qu'il prend pour des audaces, le confesse. Jugez-en par ce large extrait :

Il est vrai, dira-t-on, qu'on a conservé le mot « socialiste ». Il est même par trois fois répété dans la déclaration de principes. Ce n'est pas le mot qui, placé ainsi, peut empêcher l'unité. Dans un projet de déclaration pour l'Union coopérative, rédigé par M. Charles Gide lui-même et publié dans *l'Emancipation*, il figurait aussi. « Paris vaut bien une messe », disait Henri IV. Si les coopérateurs de la rue Christine veulent vraiment l'unité, et pas du bout des lèvres, ils ne manqueront pas de faire les grands seigneurs, et le mot n'occasionnera aucune difficulté. Sans doute, celui-ci a été répété dans le nouveau titre de l'organisation confédérale : « Confédération des Coopératives ouvrières et socialistes » et cela est plus grave. Thomas, avec beaucoup de logique et une grande force, essaya d'obtenir la suppression du mot dans le titre. Il soutint avec quelque apparence de vérité, que le répéter à tout instant devenait ridicule, qu'il était dans la déclaration et que cela suffisait. Il assura que le mot n'ajoutait rien à la chose et qu'il était illogique d'employer un titre semblable au moment même où l'on venait affirmer que la Coopération avait une valeur socialiste par elle-même. Le mot fait croire à une subordination au parti politique. Or l'autonomie du mouvement coopératif est maintenue, reconnue nécessaire, par tout le monde. Il a terminé en souhaitant qu'à l'avenir on ne soit pas obligé de revenir sur le vote, alors qu'à Calais sans aucune pression intérieure, il (le mot « socialiste ») pouvait être retiré. Mais, par opportunité, pour ne pas blesser, une partie des camarades amis de Thomas, à propos d'une question mal posée et mal comprise, le lâchèrent et c'est ainsi que le titre actuel fut adopté, non sans un amendement de Renaudel, qui proposa fort à propos d'ajouter « coopératives ouvrières et socialistes », ce qui doit donner satisfaction à Thomas, sans en avoir l'air.

J'ai souligné ce qu'il y avait de plus savoureux dans ces propos ingénus. Il en appert que la rédaction du titre n'est point la victoire des partisans du maintien du mot « socialiste », mais des adversaires de son maintien, de ceux qui estiment « ridicule » la présence répétée de cet indiscret vocable.

« ...Ouvrières — et socialistes. Ces malheureuses Coopératives vouées à être absorbées par celles de M. Charles Gide, elles ne le sont, socialistes, que par surcroît, ou par hasard, ou pour l'apparence, ou de façon provisoire. Vraiment, il était si facile d'amputer le mot à Calais ! On sera « obligé de revenir sur le vote ». Le mot « socialiste » n'est plus qu'une queue, laquelle, comme l'appendice d'un jeune caniche, sera sacrifiée avec le minimum de douleur sur l'autel de l'Unité coopérative.

En vérité, je vous le dis après le citoyen Ernest Poisson, les entêtés de socialisme ont été gentiment joués au Congrès de Calais... « sans en avoir l'air ».

B. MAYÉRAS.

chez JULES ROUFF et C^{ie}, Rue de l'Ouest, 83

EN GARDE !

CONTRE LES CONTREFAÇONS, LES MIRAGES
& LA FAUSSE MONNAIE DES RÉFORMES BOURGEOISES
par JULES GUESDE
avec Préface de

BRACKE

Gros volume de 480 pages. — Prix : 3 fr. 50

En vente au *Socialisme*.

Snobisme capitaliste

De la Joconde à Ginette

Après la fugue de M. D'abbadie d'Arrast et de M^{lle} Benoit, traqués par les reporters en mal de copie, deux événements ont eu, dans la presse, un retentissement considérable et ont profondément ému l'opinion publique, à tel point que le bruit sensationnel d'une guerre impossible céda la place à des préoccupations troublantes d'un ordre différent.

La mort brutale de M^{lle} Lantelme, artiste dramatique, jeune mais déjà célèbre, fut un sujet abondant d'information. Les colonnes des journaux consacrées à cet événement atteignirent un chiffre respectable et les inventions les plus fantaisistes furent mises en circulation.

Une affaire d'ordre tout intime, un repas un peu plus copieux, arrosé de vins généreux, un vertige et une chute à l'eau, la noyade simple furent la cause de tout ce bruit et ce fut presque un deuil national, d'autant plus qu'un suicide supposé de Ginette (on la connaissait par son petit nom) permettait de prêter à celle-ci la philosophie pessimiste de l'*Ecclésiaste* ou de Schopenhauer. Et pourtant, tous les jours rapportent des faits analogues, entourés de circonstances beaucoup plus émouvantes, sans aucunement inquiéter l'opinion publique. Vieux ou jeunes, malades ou bien portants en proie à la faim, se pendent, se noient, s'asphyxient isolément ou en famille, c'est à peine si l'on y songe. Cela permet encore une fois de constater combien le sentimentalisme est factice et inopérant.

Les âmes sensibles ont été beaucoup plus touchées par la mort de Ginette à la suite d'une digestion laborieuse qu'elles ne le sont par la mort de tant de pauvres diables à la suite d'indigestion (c'est-à-dire qu'ils n'ont rien à digérer). En lisant les reportages sur cette affaire, beaucoup s'imaginaient que Ginette était une princesse d'un pays exotique, la Marsovie, par exemple, célèbre depuis quelque temps par sa *Veuve Joyeuse*.

Au Louvre, on a volé la Joconde et quel tintamarre encore dans la presse. On a appris que des fervents maniaques adressaient des lettres enflammées à Mona Lisa, morte il y a quatre siècles, et les journalistes qui traitent ces gens-là de maniaques sont de ceux qui adressent dans les circonstances solennelles de leur vie des prières ardentes à la Sainte Vierge, morte il y a quelque vingt siècles, si toutefois elle a jamais existé.

Et dans les journaux, même les nôtres, on met en cause l'incurie administrative, on attaque M. Homolle ou M. Dujardin-Beaumez et l'on se réjouit de la grise mine que fait M. Lépine.

Étrange, en effet, cette bizarre conception des responsabilités, conception qui devrait paraître tout au moins aussi ridicule que l'ignorance des gens qui croyaient naïvement que la Joconde n'était autre qu'une des péripatéticiennes célèbres et contemporaines, improprement appelées artistes.

L'incurie administrative n'est pas en cause ; c'est le régime tout entier qui doit être incriminé par nous Socialistes. En effet, nous répétons, en le démontrant par des faits indéniables que le régime capitaliste est le régime du haut vol, du vol audacieux, car tous les jours on soustrait à la classe ouvrière le plus clair, la plus grande part de son produit, avec l'aide d'une organisation perfectionnée.

C'est à qui gagnera le plus d'argent à rien faire et à faire travailler les autres. Qu'y a-t-il d'étonnant que dans ces conditions, des humains plus décidés, au lieu de se livrer à une spéculation hasardeuse et incertaine, tentent d'opérer « une reprise directe ». Si nous

sommes contre cette façon d'opérer, tout à fait inhérente au régime capitaliste, c'est que nous sommes les adversaires irréductibles de celui-ci, et nous nous élevons énergiquement contre toutes les reprises directes, qui sont des opérations faites au profit de quelques individus et au détriment de quelques autres, sans rien changer à la situation de la collectivité. Combien y a-t-il d'hommes sur quarante millions de Français qui souffrent de l'enlèvement de la Joconde et combien y en a-t-il qui souffrent du prélèvement de la plus-value? Ne nous en émouvons donc pas trop; enregistrons le fait et concluons non pas à la responsabilité de telle ou telle administration (laissons ce jeu à tous les réactionnaires qui se renvoient la balle), mais à la responsabilité du régime capitaliste, régime de spoliation érigé à la hauteur d'une vertu... La République de M. Caillaux ou celle de M. Déroulède sont identiquement capables d'engendrer de pareils attentats... Des fonctionnaires seront renvoyés, d'autres les remplaceront, qui ne feront ni plus, ni moins. Nous avons, nous, mieux à faire, en profitant de chaque fait retentissant pour ramener l'opinion des prolétaires à nous et à notre doctrine.

D' OGUSE.



Lettre d'Angleterre

Preston, le 27 août 1911,

Voilà la grève des cheminots — qui menaçait de devenir grève générale — finie, à la satisfaction des cheminots ou des autres travailleurs que la solidarité ouvrière a fait se joindre à eux? Je me garderai bien de donner mon opinion là-dessus, elle serait certainement suspecte, et je regrette profondément qu'à cette heure la plupart des ouvriers français grévistes ne comprennent pas l'anglais. Nous n'aurions, pour les édifier, qu'à reproduire le *Labour Leader* — que tout le monde sait être l'organe de l'Independent Labour Party — presque en entier. Au lieu de commentaires plus ou moins oiseux, voici des extraits des passages les plus significatifs :

Editorial

La cessation du conflit a été proclamée comme une victoire du Travail. Une « victoire » qui remplit les vaillants lutteurs du chemin de fer de chagrin et de déception et qui fait pousser à la presse capitaliste des cris de jubilation, est une sorte de « victoire » dont on se passerait volontiers.

Dans quel but les cheminots ont-ils fait grève? Quelle qu'ait été la différence des revendications des groupes, ils ont fait grève pour la reconnaissance de leurs Syndicats, pour une augmentation de leur salaire et la diminution de leur journée de travail; et, qui plus est, ils se sont mis en grève, décidés à assurer le règlement définitif de ces revendications légitimes. Connaissant la force de leur position et fermement convaincus que leurs généraux saisissaient bien la situation, ils attendaient avec espoir et ferveur la réalisation de leurs désirs, sous la forme d'une victoire éclatante...

On dira que les fruits de la victoire sont assurés, en ce qui concerne les cheminots et que la récolte est simplement ajournée. Hum! C'est ce qui reste à savoir. Il y aura sans doute des concessions, mais pour le moment il n'y en a aucune, et il s'agit de savoir si ces concessions satisferont complètement les cheminots? Le seul résultat immédiat, c'est que les Compagnies ont été forcées de descendre de leur piédestal pour discuter en vue d'un arrangement.

L'arrangement, désappointant pour les cheminots, ne l'est pas moins pour le public, car, après avoir obtenu des profits en exploitant leurs employés, les Compagnies vont être autorisées à tirer plus de profits de l'exploitation du public. (Augmentation prévue du prix des voyages en chemins de fer).

J. Bruce Glasier, rédacteur en chef du *Labour Leader* :

Quels étaient les termes de l'accord? Les journaux ne disaient-ils pas que les membres du Comité exécutif avaient envoyé, durant la nuit, 1.800 télégrammes aux sections, avec ce mot d'ordre :

« Le Comité de réconciliation réuni, a réglé le conflit. Victoire des Trade-Union. Reprise immédiate du travail... »

Les cheminots se jetaient avec avidité sur ces télégrammes, pour vérifier par eux-mêmes l'étendue des concessions faites par les Compagnies, dans l'extrême crainte de celles-ci d'un avènement de la Révolution sociale. Ils lisaient, retenant leur haleine et c'était comme dans la chanson :

A la première ligne que Sir Patrick lut
Il éclata de rire

A la deuxième ligne que Sir Patrick lut
Ses yeux se remplirent de larmes.

Incroyable! Pas une seule concession, non, pas une! Pas une des choses que les cheminots demandaient n'était accordée. Une Commission royale, que les hommes n'avaient pas demandée et que leur Comité exécutif avait repoussée quelques jours auparavant, avait été acceptée. Elle examinerait les griefs des cheminots, et si leurs réclamations pour une augmentation de salaire et la diminution des heures de travail se trouvaient justifiées, le public, pas les Compagnies, paierait l'augmentation!

J.W. Jowett, membre du Parlement, conclut ainsi dans son article sur le même sujet :

Les négociations furent reprises. Les membres du Comité exécutif des cheminots refusaient de rien faire tant que les Compagnies ne les recevraient pas en conférence. Il y eut sans doute un ultimatum, car celles-ci finirent par y consentir. Les conditions de l'accord furent arrangées et la grève déclarée à sa fin. L'accord est encore à venir, mais, comme à l'ordinaire, M. Lloyd George a offert son prix pour l'obtenir : les Compagnies de chemins de fer seront autorisées à faire valoir les frais extraordinaires auxquels cet accord peut les exposer, comme une raison valide d'augmenter les prix de transport du consommateur, et M. Lloyd George a promis de donner son appui à l'obtention parlementaire de cette autorisation.

D'autre part, une lettre de Léonard Hall au même *Labour Leader*, dit :

« Le résultat net de cet honteux échec est double : 1° La situation des cheminots n'est point — ou à peu près — changée ; 2° l'arrangement est que, si des concessions sont faites aux ouvriers, le Board of Trade permettra aux Compagnies de récupérer la différence (plus l'extra profit qu'elles auront soin de se procurer sur le tout) en augmentant les prix de transport du public. Résultat! surenchérissement du coût de la vie, obstruction générale apportée au commerce. Excellentes affaires et échappatoire pour les Compagnies; défaite pour les cheminots; surcroît d'exploitation du public anglais par les monopolistes; complaisance crasseuse pour le gouvernement ».

Il y a évidemment, dans toutes ces plaintes, beaucoup et peut-être un peu trop d'amertume et, quand on relit l'ensemble, un reproche implicite aux chefs, aux « leaders », en un mot, aux représentants professionnels des cheminots qu'on semble vouloir rendre responsables de la cessation brusque de la grève et, partant de son échec : C'est affaire à démêler entre « chefs ». Nous ne nous sentons point le droit de prononcer. Constatons; cela suffit amplement à la démonstration que nous voudrions faire et ajoutons — pour la compléter — aux notes ci-dessus, un court extrait d'une lettre de Mark Harcombe, secrétaire du Comité de grève des mineurs du pays de Galles, sur la grève de ces derniers :

« Nous savons parfaitement que nous n'avons pas obtenu ce que nous demandions, mais la Conférence nationale, ne voyant pas bien comment elle pourrait déclarer une cessation

nationale de travail sur la question du minimum de salaire, et notre Comité exécutif, ainsi que les mineurs du Sud (Galles), refusant de déclarer la grève; d'autre part, les fonds nous manquant, il nous est impossible d'aller plus loin. C'est notre ferme opinion que la seule solution serait une cessation du travail nationale, ou tout au moins étendue à tout le pays de Galles. »

Angèle ROUSSEL

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

Contre les Conseils Prud'hommes

On sait que Viau, Dumont et Baritaud sont traduits illégalement en correctionnelle pour avoir été les organisateurs du « Sou du Soldat » dans la Fédération du Bâtiment.

Or, Baritaud est conseiller prud'homme et, comme il fallait s'y attendre, ses collègues ouvriers du Conseil des Prud'hommes du Bâtiment rédigèrent à ce sujet une protestation véhémement qu'ils adressèrent au ministre de la Justice, Cruppi.

Pour bien leur montrer que sous la troisième République, ils n'avaient pas à critiquer un ministère radical... et financier, M. Caillaux leur demanda des explications sur leur attitude.

Comme réponse, à ce geste plutôt maladroit de notre Premier, ce sont à l'heure actuelle tous les conseillers prud'hommes de tous les métiers qui se sont solidarisés avec leurs camarades du Bâtiment.

C'était la meilleure réponse à faire à l'association Caillaux-Villemin!!

Grèves

Une grève des machinistes des chantiers de Saint-Nazaire vient de se terminer par une augmentation de salaires.

Les vanniers de Nantes viennent de se remettre en grève; ils demandent une augmentation de salaires.

A Troyes, 600 bonnetiers se sont mis en grève. Une grève des dockers de Marseille s'est produite il y a quelques jours. Les travailleurs ont obtenu satisfaction.

Contre la vie chère

Il est dit que le capitalisme sera son propre fossoyeur. L'esprit de lucre est tellement développé chez le capitaliste moderne, que nous le voyons délibérément provoquer des mouvements de révolte de la part de ceux qu'il opprime.

Prétextant la sécheresse, comme l'année dernière ils avaient prétexté les grandes pluies, nos capitalistes avaient décidé d'augmenter les prix des produits et, dans le canton de Maubeuge (Nord), ils vendirent les œufs, le beurre, le lait, à des prix exorbitants.

C'en était trop et la proverbiale sagesse féminine s'est soudainement transformée en révolte ouverte contre les capitalistes.

Aussi, dans toutes les localités du canton de Maubeuge et principalement à Hautmont et à la Ferrière-la-Grande, les femmes se réunirent et décidèrent de n'acheter aucun produit.

Le résultat ne se fit pas longtemps attendre : nos bourgeois touchés, à leur bourse, cédèrent. Bravo femmes du Nord!

Justice... militaire

Tous les socialistes se rappellent comment un soldat d'Afrique, Rousset, pour avoir dénoncé les assassins du pauvre Aernoult, fut condamné par un Conseil de Guerre à cinq ans de prison. Libre aujourd'hui, Rousset accusa deux sous-officiers de faux témoignages à son égard. Et, comme il fallait s'y attendre, ces deux sous-officiers furent acquittés par un Conseil de guerre.

A ce propos, nous nous rappelons que MM. les radicaux avaient à leur programme la suppression des Conseils de guerre, qu'est-il devenu cet article de leur programme! S'est-il égaré dans les cartons du Sénat comme tant d'autres articles, et entre autres l'impôt sur le Revenu.

Les Syndicats adhérents à la Bourse du Travail de Roubaix, viennent d'adresser aux travailleurs de cette ville l'appel suivant :

« Travailleurs, le gouvernement de réaction et de compression ouvrière que nous possédons, affolé de ne pouvoir appliquer sa loi d'escroquerie, use de tous les moyens pour apeurer ceux à qui elle s'applique.

« Les sous-agents de ce gouvernement de recul, les Motte et C^{ie}, essaient d'arracher par la menace, la signature des travailleurs pour qu'ils acceptent la loi des retraites pour les morts.

« Par l'intimidation, par la menace de répression, en agitant le spectre de la condamnation à l'amende ou à la prison, on veut vous faire faire le premier pas pour l'acceptation. Les autres suivront.

« Rien dans la loi ne permet de vous condamner si vous n'acceptez pas vos cartes. Tout au plus peut-on vous condamner à une amende s'élevant au double des versements (art. 23). Et c'est tout.

« Donc, ne vous laissez pas prendre au piège de crainte qui vous est tendu. Ne vous effrayez pas, car l'ensemble de la population ouvrière est adverse irréductible de cette loi de tromperie et vos Syndicats aussi.

« La classe ouvrière roubaisienne a renvoyé avec unanimité les feuilles de renseignements au siège des Syndicats; il faut qu'aujourd'hui, avec le même accord, elle rapporte les cartes aux locaux de leurs organisations.

« Camarades, toutes les cartes de retraites aux Syndicats!

« Vive l'unité ouvrière contre cette loi de mensonge et d'escroquerie! »

A L'EXTÉRIEUR

Le Parti socialiste en Bulgarie

Le Parti social-démocrate bulgare a tenu son Congrès du 23 au 27 juillet. On a constaté une augmentation notable des membres du Parti, qui sont passés de 2.425 en 1909 à 3.123 pour cette année. Aux élections générales le Parti a recueilli 23.000 voix et a eu cinq candidats élus.

L'autre fraction socialiste de Bulgarie compte 2.510 adhérents et a obtenu aux dernières élections 11.000 voix et un élu, le camarade Vlakowsky.

C'est le 18 octobre qu'aura lieu, à Modène, le Congrès du Parti socialiste italien.

A l'ordre du jour figurent d'importantes questions : la Représentation proportionnelle et les dépenses militaires. Mais la question qui occupera probablement la plus grande partie du Congrès, ce sera l'attitude de Brissolatti dans la constitution du dernier cabinet Giolitti. Les socialistes italiens auront à prendre une attitude énergique et conforme aux résolutions d'Amsterdam, vis-à-vis du ministérialisme.

Le mouvement syndical en Suisse

Le rapport annuel du Comité fédéral de la Fédération syndicale suisse vient d'être publié.

D'après ce rapport, le mouvement syndical suisse est en baisse. Cette rétrogradation est due surtout aux différents échecs subis par quelques corporations et aux lock-out patronaux.

L'ensemble des vingt organisations affiliées à la Fédération des syndicats ne comptait plus, fin de cette année, que 63.833 membres, dont 58.820 hommes et 5.043 femmes, contre 66.174, dont 62.099 hommes et 5.043 femmes, en 1909. Il en résulte, pour 1910, une réduction de 2.311 membres, ou de 3,5 0/0 de l'effectif total des Syndicats.

Les recettes se sont élevées cette année à 1.815.283 francs et les dépenses à 1.629.251 francs. Les dépenses, comprennent : 530.00 francs pour les divers besoins de secours ; 555.099 francs pour grèves lock-outs ; le reste a été dépensé pour l'organisation administrative de l'Union syndicale.

Les luttes contre le patronat ont été particulièrement nombreuses cette année. 63.184 grévistes atteignant 2.488 établissements. Si nous avons constaté des échecs pour certaines corporations, le résultat de ces luttes contre le patronat a été d'obtenir une réduction totale de 907.192 heures de travail par an et une augmentation de salaire de 1.723.800 francs.

Comme en Allemagne, en France et dans tous les pays à concentration capitaliste très marquée, nous constatons que l'organisation ouvrière se limite de plus en plus à une organisation patronale plus forte et plus solidaire.

point d'être prévue, la Métallurgie et celui des Tabacs.

Dans toutes les luttes difficiles, nos camarades syndiqués allemands sont bien contents de trouver des contingents nombreux et puissants et des caisses remplies.



La Presse Socialiste

De Charles Vérecque, dans le *Travailleur du Nord*, au sujet des manifestations de ménagères :

La région d'Avesnes, d'ordinaire si calme, vient de se signaler à notre attention. Les ménagères se sont révoltées. Le motif de la révolte : l'augmentation du prix du beurre, du lait et des œufs. Ces denrées n'étaient pas suffisamment chères et leurs détenteurs — marchands en gros et en détail — ont augmenté leurs prix, prétextant toutes sortes de raisons.

Les commerçants — cultivateurs ou non — avancent que la période de sécheresse que nous venons de traverser et la fièvre aphteuse qui cause des ravages parmi les bestiaux, les mettent dans l'embarras, dont ils espèrent sortir en vendant plus cher leurs produits. La sécheresse et la fièvre aphteuse ont une influence sur la fixation des prix, à côté des manœuvres capitalistes. Il faut surtout attribuer l'augmentation du prix des produits à la production plus grande de l'argent. L'on trouve aujourd'hui plus d'argent qu'autrefois, ce qui diminue sa valeur. Une plus grande quantité d'argent est donc nécessaire pour se procurer la même quantité de produits. Mais ce n'est pas ce côté spécial de la question que je veux analyser.

Sur la « Crise de la démocratie », qui fait tant de peine aux blocards, Paul Louis écrit dans le *Cri du Var* :

La crise de la démocratie, c'est la poussée du Socialisme, c'est l'expansion du Syndicalisme, c'est cette admirable levée en masse de la classe ouvrière, qui n'est pas particulière à la France, qui se dessine cependant en ce pays avec plus de

La nouvelle Brochure

Sous le titre : *Le Vrai Socialisme*, la Sous-Commission des Editions a fait éditer par la Librairie du Parti Socialiste, la magnifique conférence faite à Lyon, en avril dernier, par notre ami Compère-Morel.

Chacun connaît la clarté de style et la méthode d'exposition de notre excellent propagandiste. Mais on peut dire que cette conférence constitue un petit chef-d'œuvre. C'est bien la conférence-type à faire aux prolétaires, qu'ils soient de l'industrie ou de l'agriculture; en quelques pages, le Socialisme est mis à leur portée, sans phrases rébarbatives. C'est une merveilleuse vulgarisation.

Les militants socialistes répandront cet opuscule avec d'autant plus de facilité que son prix est peu élevé. On peut en avoir un cent pour 5 fr. 60 par colis en gare. Un exemplaire, *franco* : 15 centimes.

Adresser les commandes au citoyen Lucien Roland, 16, rue de la Corderie, Paris.

— — — — —
Pour paraître le 1^{er} décembre 1911 et chaque année :

Almanach Eugène Pottier

Qui publiera de la musique notée, des chansons inédites, des gravures, des études sur l'auteur de *l'Internationale*, etc., etc.

Format, 12x18. — Prix, 30 centimes.

Annoncés : la page, 15 francs; la demi-page, 10 francs.

Envoyer toutes communications, manuscrits, réclames, clichés, mandats, etc., etc., au citoyen Ernest Museux, 1, rue de Châteaudun, Saint-Quentin (Aisne), avant le 1^{er} novembre de chaque année.

Le *ant* : MERCY.

Faubourg Saint-Antoine, 128 — Rue Crozatier, 74 — Rue *odun*, 27

Dimanche 3 Septembre 1911

BLANC - TOILES

Trousseaux, Rideaux, Lingerie, Chemises, Bonneterie

BON MARCHÉ EXCEPTIONNEL

Demander à la Caisse nos Tickets et notre Catalogue spécial de Primes
Demander le Catalogue spécial de **BLANC**

Les Magasins sont ouverts le Dimanche et fermés le Vendredi

La Société Coopérative Paysanne LES VIGNERONS LIBRES de Maraussan

EST LA PLUS ANCIENNE ET LA PLUS IMPORTANTE

DES COOPÉRATIVES VINICOLES SOCIALISTES

Adhérente depuis 1901 à la Bourse des Coopératives

Siège et Cave collective de vinification : MARAUSSAN (HÉRAULT)

295 vigneron co-associés dans la même commune

64.000 hectos récoltés vendus sans intermédiaires. Ventes de l'année 1909 : 1.337.000 fr.

Les meilleurs vins — Les meilleurs prix — La meilleure origine

VINGT-HUIT ENTREPOTS DE VENTE DIRECTE EN FRANCE

Livraisons locales ou expéditions directes à la clientèle de détail par fûts prêtés de toute contenance

Pour la Seine et Seine-et-Oise prière de s'adresser aux Coopératives fournies par le

Magasin de Gros avec lequel ont traité *Les Vignerons Libres* de Maraussan

Echantillons, prix et renseignements gratuits sur simple demande adressée au Siège social



Imprimerie *La Coopération du Livre* (association ouvrière), 3, imp. Crozatier.
L'Administrateur-Délégué L. MIOT